



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° : 45 - 13 décembre 1976

## sommaire

Page 3 :  
MAURITANIE : L'AIDE MILI-  
TAIRE A OULD DADDAH NE  
DESARMERA PAS LE POLISARIO

Page 4 :  
EN BREF D'AFRIQUE

Page 6 :  
CENTRAFRIQUE : LE PITRE  
SANGLANT

Page 7 :  
RHODESIE : LE REGIME RACIS-  
TE CHERCHE A GAGNER DU TEMPS

Page 9 :  
AFRIQUE DU SUD : LES PROTE-  
GES DE VORSTER LUI TOURNENT  
LE DOS

Page 11 : CHINE : LUTTE DE  
CLANS POUR LA DIRECTION DE  
L'ETAT

Page 13 :  
ESPAGNE : LIBERALISATION  
SUR MESURE

prix: 1 Franc

## SENEGAL

### ELECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES:

### JEU TRUQUÉ

Le 21 novembre dernier des élections partielles se sont déroulées pour nommer les conseillers municipaux dans 81 communes rurales et 6 communes urbaines dans les régions de Diourbel et de Louga.

Senghor, pour essayer d'imiter le parlementarisme des pays riches, a organisé pour la première fois depuis l'indépendance des élections en donnant la possibilité à l'opposition de se présenter.

.../...

Il a en effet autorisé le PDS (Parti Démocratique Sénégalais créé en Juillet 1974 par M Abdoulaye Wade) à se présenter en tant que parti d'opposition.

Voici ce qu'affirme le préfet de Kébémér, M Amadou Thiam, dans le journal "le Soleil" : " Je révèle sans honte que depuis 20 ans que je suis dans les fonctions administratives, c'est la première fois que j'assiste à des élections dans ce pays, pour lesquelles l'autorité administrative est restée neutre jusqu'au bout". Cela ne prouve certainement pas la régularité des élections du 21 novembre. Mais c'est certainement la reconnaissance hypocrite de ce que faisait l'administration, par un de ses représentants officiels.

Voici les résultats des élections du 21 novembre : L'UPS a obtenu 228 941 voix, c'est-à-dire la majorité écrasante, contre le PDS qui a obtenu 21 132 voix. Le PDS s'est présenté dans toutes les municipalités, mais il n'a eu la majorité que dans deux municipalités.

Sur 51 municipalités de la région de Louga, l'UPS a obtenu 100 % des voix dans 20 municipalités, et 99 % dans d'autres municipalités. Par exemple à Lougré Thioly, sur 815 inscrits, il y a eu 815 votants, et tout le monde a voté pour l'UPS (d'après les chiffres, même les délégués du PDS...) !

Les notables des villages ont tous les moyens pour falsifier les résultats parce que personne ne les contrôle : ils mettent dans l'urne le bulletin UPS pour ceux qui ne viennent pas voter, certains sont même arrivés à faire voter des personnes qui sont mortes depuis 40 ans, aux dires mêmes d'un représentant UPS cité par "le Soleil" du 24 Novembre.

Mais même quand il n'y a pas truquage, il y a l'intimidation. Celui qui ne vote pas UPS risque de subir des représailles des notables pendant les années qui suivent.

Les notables des villages -fonctionnaires, gros commerçants et autres chefs locaux- qui soutiennent l'UPS par intérêt personnel, continuent à agir avec les réflexes que leur ont inculqués leurs dirigeants au gouvernement.

Pourtant la différence est vraiment infime entre l'UPS parti des exploités représentés par Senghor, et le PDS. Le PDS comme l'UPS ne représentent pas les intérêts des travailleurs et des petits paysans. Wade, le secrétaire général du PDS lui-même, est un fervent admirateur de Senghor. Il ne met pas en question l'ordre établi. Et c'est d'ailleurs parce que le PDS ne représente pas un danger pour les exploités que Senghor le laisse s'exprimer.

Senghor veut jouer à la démocratie entre deux partis qui se ressemblent comme deux gouttes d'eau. Mais même cela, il n'est pas capable de le faire ; car cela suppose quelques mesures qu'il est incapable de prendre : remettre de l'ordre dans son propre camp, faire perdre leurs habitudes à ses propres notables qui ont peur même du respectable PDS.

Dans certaines municipalités, une fraction des électeurs a quand même donné ses voix au PDS, tout simplement pour montrer qu'ils refusent l'UPS, ce parti qui soutient un régime pourri.

Ce régime n'est même pas capable de laisser la population s'exprimer sur un vote qui ne change rien quelqu'en soit le résultat.

Les bourgeois exercent leur dictature par leur Etat. Ils se protègent contre les pauvres par l'intermédiaire de leur justice, de leur armée et de leur police. Pour masquer cette dictature, les bourgeois des pays riches se servent du vote et du jeu parlementaire. Mais Senghor, malgré son désir de singer les bourgeois d'Europe, est incapable d'accorder les mêmes droits et de créer un régime parlementaire du même type que dans les pays impérialistes qui lui servent de modèle.

Pour obtenir de véritables droits et libertés démocratiques, les travailleurs devront se battre, ils devront se battre pour renverser l'Etat des bourgeois. Car seul un pouvoir prolétarien est capable de donner à tous les simples droits de s'organiser, de s'exprimer et d'élire leurs propres représentants.

\*\*\*\*\*

## Mauritanie :

### L'aide militaire à Ould Daddah ne désarmera pas le Front Polisario

L'impérialisme français a envoyé plusieurs dizaines de militaires de carrière à Atar en Mauritanie sur la demande du gouvernement fantoche de Mocktar Ould Daddah.

Depuis que le Polisario a fait une attaque démonstrative à Nouackchott, le gouvernement de Ould Daddah tremble de peur. Il multiplie les appels à la radio pour que la population se mobilise, en particulier les jeunes des villes et des campagnes. Un certain nombre de jeunes sont enrôlés dans l'armée ou dans la police. Quant au PPM, parti dit "du Peuple Mauritanien", il multiplie les démarches auprès des villageois pour ramasser de l'argent pour soutenir le gouvernement.

Mais Ould Daddah compte surtout sur le soutien de son maître, l'impérialisme français. Car la Mauritanie ne fabrique pas ses armes, elle les achète dans les pays impérialistes, en particulier la France. Donc une fois de plus ce sont les marchands de canons qui profiteront de cette guerre pour vendre leur matériel qui sera utilisé contre le peuple du Sahara en lutte pour son indépendance.

Mais une chose est certaine : ni l'impérialisme français, ni le régime pourri de Ould Daddah ne pourront arrêter la colère du peuple Sahraoui quelque soit le matériel qu'ils utiliseront.

\* \* \* \* \*  
\* \* \*  
\*

\* \* \* \* \*

# EN BREF D'AFRIQUE EN

\* \* \* \* \*

## UNE FEMME MINISTRE NE CHANGE PAS LA CONDITION FEMININE

Madame Jeanne Gervais, seul ministre femme - à la Condition Fémi-  
nine - du gouvernement Ivoirien, a fait un voyage officiel à l'intérieur du  
pays. Elle s'est successivement rendu à Bouké et Dabou en faisant des discours.

Mais les femmes travailleuses des villes et des campagnes ne doi-  
vent pas compter sur un quelconque ministre pour l'amélioration de leur condi-  
tion ; elles doivent compter sur elles-mêmes car en s'organisant elles pourraient  
lutter efficacement, par exemple contre la polygamie et la prostitution, toutes  
choses qui ne font pas partie des préoccupations du gouvernement dont fait par-  
tie Jeanne Gervais.

Nommer une femme ministre à la condition féminine n'est que pure  
démagogie.

L'émancipation totale de la femme, la fin de son oppression, sont  
liées à l'émancipation sociale de l'ensemble de la population laborieuse.

\* \* \* \* \*

\* \* \* \* \*  
**BREF D'AFRIQUE EN BREF**

\* \* \* \* \*  
**SENGHOR ET HOUPHOUET :**

**des appels d'offre à l'impérialisme .**

Une réunion annuelle du "Club de Dakar" s'est récemment tenue à Abidjan sous la présidence de Houphouet Boigny.

Le "Club de Dakar" est composé de ministres de différents pays africains associés à la Communauté Economique Européenne (CEE), et de dirigeants de trusts européens, principalement français.

Cette année les ministres africains ont dressé une liste de dix industries prioritaires à développer dans leur pays par les capitalistes européens.

Ainsi donc Senghor et Houphouet, les deux principaux artisans de cette initiative n'ont guère changé de politique. Ils tendent toujours la main aux capitalistes des puissances économiques européennes.

Ils font comprendre qu'ils sont prêts à leur accorder des faveurs particulières s'ils viennent s'implanter dans leur pays.

Ils affirment qu'ils font cela pour développer l'Afrique. Une chose est certaine pour les travailleurs, cela signifie aller se faire exploiter pour un salaire de misère dans de nouvelles usines de télévision ou d'autres appareils électriques. Par contre le développement que préconise le "Club de Dakar" dans le cadre du capitalisme mondial est impossible. Car si les impérialistes investissent en Afrique, c'est pour leurs propres intérêts. Et leurs intérêts sont contradictoires avec ceux des pays pauvres. S'ils s'enrichissent c'est sur le dos des pays pauvres.

L'Afrique est dévorée par les requins de la finance internationale. Et Senghor et Houphouet savent bien que ce ne sont pas eux qui décident. Tout au plus peuvent-ils faire quelques appels du pied supplémentaires et avoir droit à quelques miettes.

\* \* \* \* \*

# CENTRAFRIQUE

## LE PITRE SANGLANT

Le général Jean Bedel Bokassa, président à vie de la République Centrafricaine, vient de se nommer "Empereur Bokassa Premier" et de proclamer en même temps le nouvel empire.

Depuis le coup d'Etat de janvier 1966 qui écarta le dictateur civil David Dacko du pouvoir, Bokassa, cet ancien tirailleur d'Indochine, rompu aux pratiques de l'armée coloniale française, est obsédé par la grandeur. Successivement, il s'est proclamé général, maréchal, puis président à vie. Mais sa folie des grandeurs ne s'arrête pas là. Malheur à qui ne ferait pas une révérence en abordant Bokassa Premier et en le saluant sans dire : "Sa Majesté Impériale".

Après ce titre d'Empereur, qu'inventera-t-il d'autre ? Attendons pour le savoir.

Tout ce cinéma prêterait à rire, mais la réalité est plutôt révoltante. Car Bokassa, tout comme Idi Amin Dada en Ouganda est un clown sanglant. En octobre 1972, par exemple, Bokassa a pris la décision de couper l'oreille à toute personne pour un petit vol. En 1973 il dissout le syndicat unique des travailleurs de Centrafrique et poursuit les dirigeants dont certains ont été éliminés.

Depuis le coup d'Etat il élimine physiquement les opposants politiques qu'il estime dangereux.

Ces quelques exemples montrent que "Sa Majesté" gouverne en pratiquant une dictature féroce. Et cela avec le soutien de l'impérialisme français dont il défend les intérêts, depuis son "père" de Gaulle jusqu'à son "frère" Giscard qui vient de lui envoyer une lettre de félicitations pour son titre d'empereur.

Mais certains chefs d'Etat africains qui se prétendent libéraux, comme Senghor, gouvernent aussi par la terreur et défendent les mêmes intérêts que Bokassa.

Ce sont tous des dictateurs que les exploités auront à balayer pour leur émancipation sociale.

# RHODESIE:

## LE REGIME RACISTE

### CHERCHE A GAGNER DU TEMPS

Au moment où nous écrivons, Ian Smith, premier ministre du gouvernement raciste et minoritaire de la Rhodésie souhaite, dans une interview accordée à la presse sud-africaine, que la conférence de Genève sur l'avenir de ce pays soit suspendue pendant un mois et qu'elle reprenne à Salisbury avec la participation des nationalistes africains modérés.

Ian Smith aurait du mal à trouver des "modérés" à sa convenance. Car les "modérés" qu'il cherche, ce sont des politiciens qui accepteraient de cautionner le régime raciste. Autrement dit, des politiciens du genre de ces chefs traditionnels, valets du régime, qui sont aujourd'hui tout à fait déconsidérés.

En somme, en guise de nouvelles propositions, Ian Smith propose de poursuivre la même politique que jusqu'à présent : monopole du pouvoir pour la minorité blanche, avec des Africains pour le décorum. Mais tout son problème c'est que son ancienne politique ne marche plus. La lutte pour l'indépendance de la majorité africaine est tellement forte que même un politicien aussi modérés qu'un Nkomo qui était il y a quelques années prêt à collaborer avec le régime de Ian Smith moyennant quelques concessions, est aujourd'hui partisan du "pouvoir de la majorité", c'est-à-dire partisan de la fin du régime raciste.

La suspension des négociations de Genève est un épisode. Ian Smith sera bien forcé de reprendre les négociations dans la mesure où il est incapable de l'emporter par les armes: Mais en tergiversant, il espère gagner du temps. D'abord pour obtenir que la liquidation du régime raciste se déroule aux meilleures conditions pour les siens. Ensuite parce qu'il n'est pas dit qu'il ait abandonné l'espoir de convaincre l'impérialisme de le soutenir à nouveau pleinement ; cet impérialisme qui est prêt aujourd'hui à abandonner ses anciens protégés de Salisbury au profit d'un régime dirigé par des Africains du genre Houphouët Boigny.

Du point de vue de la liquidation du régime raciste, les organisations africaines qui veulent rester armées jusqu'à la fin des négociations, ont évidemment raison. C'est la force des armes qui a contraint Ian Smith à accepter de discuter de la liquidation du régime raciste. C'est la force des armes seuls qui pourrait le contraindre à quitter définitivement la scène.

C'est sur ce fond, constitué par les tergiversations de Ian Smith, que se livre la bagarre de clique qui oppose les différents dirigeants nationalistes. Concurrents pour capitaliser, chacun à son profit exclusif, le combat des masses opprimées de la Rhodésie, ces dirigeants ont aujourd'hui assaut de radicalisme verbal. Il ne faut pas que les travailleurs aient la moindre illusion quant à ce radicalisme ou quant à la portée des divergences qui séparent les dirigeants nationalistes.

Pas seulement parce que ce radicalisme est essentiellement verbal et pour certains - NKomo par exemple - de toute fraîche date. Mais surtout, parce que le nationalisme, même radical, ne conduit pas à l'émancipation sociale des ouvriers et des paysans rhodésiens. Le nationalisme, aussi radical qu'il puisse être, est le programme de la bourgeoisie. Au nom du nationalisme, les NKomo, les Mugabe, les Muzorewa, cherchent à canaliser à leur profit, et au profit de leur classe, la bourgeoisie, la haine des ouvriers et des paysans travailleurs contre l'oppression raciale. Au nom du nationalisme, tous cherchent à utiliser la combativité des opprimés afin de s'imposer, dans les négociations avec l'impérialisme, comme les représentants de l'ensemble du peuple rhodésien, y compris des travailleurs, des paysans exploités.

Aujourd'hui avocats de la cause des victimes de l'oppression raciale en Rhodésie, les dirigeants nationalistes visent surtout à devenir, dans le pays même, les représentants de l'ordre impérialiste. D'un ordre qui reconnaîtra sans doute le droit de vote à tous les Africains, mais qui continuera à obliger les ouvriers rhodésiens des villes, des campagnes et des mines, à être exploités comme auparavant et au profit des mêmes intérêts capitalistes.

En Rhodésie, comme dans tous les autres pays d'Afrique, la lutte des opprimés ne saurait avoir un autre enjeu que celui-là, qu'à partir du moment où elle ne se mènera plus sous le drapeau du nationalisme, mais sous le drapeau du communisme ; où elle ne se mènera plus sous la direction de politiciens bourgeois, même nationalistes radicaux, mais sous la direction d'un parti représentant les intérêts du prolétariat.

\* \* \* \* \*  
\* \* \*  
\*

# AFRIQUE DU SUD :

## LES PROTEGES DE VORSTER

### LUI TOURNENT LE DOS

Le premier ministre du Bantoustan du Kwazulu, Gastcha Buthelezi, vient de créer le 29 novembre un nouveau parti. C'est le Front Uni Noir.

Cette organisation, dont les dirigeants sont des notables africains des zones urbaines et des chefs de Bantoustans, prétend vouloir établir "un système non racial" en Afrique du Sud. Elle affiche son opposition à la politique d'appartheid et rejette le système des Bantoustans, réserves de population africaine dans les régions les plus pauvres et les plus démunies. Ce Front veut les transformer en "structures provinciales". Tout en s'opposant à l'appartheid, il condamne franchement les jeunes, les étudiants de Soweto qui luttent contre Vorster et sa clique par la violence. Si ces chefs de Bantoustans, comme Buthelezi, se démarquent de la politique raciste de Vorster, c'est que ce régime a été ébranlé par la révolte malgré la répression sanglante.

Et d'ailleurs, ils ne sont pas les seuls à afficher une opposition modérée à l'appartheid. Certains industriels comme le magnat de l'or et du diamant Harry Oppenheimer, une fraction du parti de Vorster lui-même, réclament un assouplissement de l'appartheid.

Qu'un vieux serviteur du régime de Prétoria comme Buthelezi affiche aujourd'hui son opposition à l'appartheid est un signe des temps. La lutte de Soweto a changé bien des choses dans le climat politique d'Afrique du Sud.

En lançant son "Front Uni Noir", Buthelezi avait déclaré que "les protestations étudiantes et la vague de violence qui a balayé l'Afrique du Sud cette année ont sérieusement compromis les efforts déployés pour briser la loi de la minorité blanche" pour ajouter cependant : "notre désaccord" - avec les étudiants nationalistes de Soweto - "est purement tactique".

Cette déclaration ne manque pas d'intérêt à plus d'un titre.

Le "désaccord tactique" entre Buthelezi et les étudiants nationalistes qui ont dirigé la lutte au cours des mois passés, est de taille. Buthelezi attend la fin de l'appartheid des tenants du régime eux-mêmes. Il prétend que la contestation pacifique suffit. Comme si ce n'était pas précisément grâce à la "vague de violence" qu'il dénonce qu'il peut se permettre lui-même aujourd'hui de parler haut et fort ! Mais tout en se prétendant adversaire de l'appartheid, Buthelezi continue à rendre service au régime de l'appartheid, en incitant à la résignation, en cherchant à démobiliser, à décourager ceux qui luttent. Mais il

est peu vraisemblable qu'il arrive à se faire entendre de ceux qui se battent et qui ont compris que seule la violence est libératrice et que la résignation, la foi en des transformations progressives, octroyées par l'opresseur, engendrent l'esclavage.

Mais la déclaration de Buthelezi ne manque pas d'intérêt à un autre titre. Aussi importants que puisse être dans les conditions actuelles l'ampleur du désaccord tactique entre Buthelezi et les étudiants nationalistes, il est vrai qu'il s'agit d'un désaccord tactique, d'un désaccord sur les moyens, mais pas d'un désaccord sur le programme affiché, pas un désaccord sur les buts à atteindre à longue échéance.

Les uns et les autres se placent sur le terrain du nationalisme c'est-à-dire sur le terrain de la bourgeoisie. Buthelezi représente la variante réformiste, modérée, du nationalisme. Les étudiants en représentent la variante violente et radicale.

Les partisans du premier sont condamnés à l'impuissance, et en fait, à servir de caution au régime raciste. Les seconds représentent une politique permettant d'utiliser l'énorme potentiel de lutte des travailleurs, des exploités d'Afrique du Sud au service de la constitution d'un Etat bourgeois noir en Afrique du Sud, sur les ruines du régime de l'apartheid.

Il serait d'une portée considérable que soit représentée en Afrique du Sud face aux différentes politiques pour la bourgeoisie la politique révolutionnaire pour la classe ouvrière. Mais une telle politique ne peut pas surgir du néant. Elle doit être défendue par une organisation révolutionnaire socialiste, se réclamant du prolétariat, et se battant pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

De grands combats attendent l'Afrique du Sud jusqu'à ce que le régime raciste soit brisé. Il est vital pour le prolétariat et pas seulement pour celui d'Afrique du Sud, qu'apparaisse au cours de ces combats une organisation révolutionnaire prolétarienne, capable de conquérir de l'audience et capable de postuler à la direction du combat contre l'oppression raciale. L'existence d'une telle organisation ouvrirait l'espoir que la période de lutte qui a commencé puisse être mise à profit par le prolétariat pour se renforcer, pour accéder à la conscience de classe, afin de préparer sa propre prise de pouvoir dans l'intérêt de tous les exploités.

\* \* \* \* \*  
\* \* \*  
\*

# CHINE LUTTE DE CLANS POUR LA DIRECTION DE L'ETAT

Moins d'un mois après la mort de Mao, une crise de succession a secoué au grand jour l'appareil d'Etat chinois.

Le clan Hua Kuo-Feng, le nouvel homme fort du jour, est sorti vainqueur, et les vaincus en l'occurrence quatre hauts dirigeants dont Chiang Ching la veuve de Mao, ont été conspués.

Les dirigeants chinois ont fait feu de tout bois, et les accusations sont nombreuses et insultantes. La veuve de Mao a successivement été accusée d'avoir voulu "fomenteur un complot", d'avoir voulu assassiner son mari en le privant des médicaments prescrits par le médecin, de "saboter la production" en favorisant les comités d'usine. Et, dernière trouvaille, elle est accusée d'avoir un goût prononcé pour certains films qualifiés de pornographiques.

Des manifestations gigantesques ont été organisées par le gouvernement et encadrées systématiquement par des organisateurs officiels qui lancent des mots d'ordre glorifiant le nouveau dirigeant. Les manifestants ont été transportés par des cars spéciaux envoyés aux quatre coins des campagnes chinoises.

La lutte pour la succession de Mao s'est livrée dans les coulisses et les dirigeants rivaux se sont bien gardés de demander l'avis des masses populaires.

Le clan victorieux invite après coup la population à déverser ses anathèmes sur la "bande des quatre". C'est dire le mépris dans lequel sont tenues les masses malgré les grandes déclarations de principe du régime et ses références constantes au socialisme.

D'ailleurs ce n'est pas la première fois que cela se passe ainsi. Même du temps de Mao les crises au sein de l'équipe dirigeante se passaient toujours à l'abri du regard des masses travailleuses. Elles n'apparaissaient au grand jour qu'une fois que Mao le décidait. L'éviction de Lin Piao, de Liu Chiao Chi puis de Teng Hsiao Ping s'est faite au grand secret derrière le dos des masses dont pourtant le régime prétend être l'émanation.

Mais le mépris de la clique qui gouverne la Chine, envers la population, ne s'arrête pas là. Le "Quotidien du Peuple", organe officiel du gouvernement, vient de rappeler que "la dénonciation de la bande des quatre ne doit se faire que sous la direction unique du parti". Il précise : "N'établissez pas de liaisons indépendantes de cette direction et n'organisez pas de groupes de combat sous quelque forme que ce soit" contre les "agents de la bande des quatre".

Cela prouve que non seulement les dirigeants méprisent la population mais surtout ils se méfient de tout débordement, même sur le terrain officiellement choisi.

Ils ne veulent pas que la population y prenne goût et habitude pour revendiquer, prendre des initiatives pour donner elle-même son point de vue. Cela ne veut pas dire pour autant que les dirigeants déchus en aient été partisans. S'ils l'avaient été ils auraient défendu un autre programme, ils auraient mobilisé les travailleurs à intervenir dans cette lutte.

Non, les vainqueurs comme les vaincus se placent sur le même terrain. Ils ne représentent même pas des options politiques différentes pour le régime.

Il s'agit de deux cliques engagées dans un combat pour la direction de l'appareil d'Etat tel qu'il est. A aucun moment l'appareil d'Etat chinois n'a été contrôlé par ceux dont il se réclame. C'est un Etat bourgeois. Et le régime se sert de l'audience que ses fondateurs avaient conquis en renversant le vieil ordre semi-féodal et lié à l'impérialisme de Tchang Kai-Chek, pour des objectifs qui n'ont rien à voir avec le communisme, ni avec les intérêts du prolétariat.

\* \* \* \* \*

# ESPAGNE :

## LIBERALISATION SUR MESURE

A l'heure où nous écrivons, le régime espagnol est en train d'organiser un référendum. Ce référendum est censé entériner un certain nombre de réformes institutionnelles visant à doter l'Espagne d'un régime plus proche du parlementarisme que la dictature en place. Ce référendum est présenté comme une étape importante dans une évolution qui doit conduire vers la reconnaissance de partis d'opposition, vers un Parlement élu, vers l'existence légale de syndicats ouvriers, etc.

Pendant 40 ans le régime espagnol est resté sous une dictature militaire figée. Mais si la dictature de Franco était nécessaire pour la bourgeoisie en 1938 afin de briser une classe ouvrière combattive, elle ne correspond plus aux besoins actuels de la bourgeoisie. Car la dictature ouverte n'a pas que des avantages pour la bourgeoisie. Elle supprime les intermédiaires entre la classe dominante et son Etat d'une part, et les exploités de l'autre. Par là elle empêche la possibilité de tromper, de domestiquer pratiquement ces derniers.

Très concrètement les capitalistes confrontés à un nombre croissant de grèves n'avaient pas d'autre recours que l'appel aux forces de répression qui ne savaient plus où donner de la tête. Il n'existait pas dans les entreprises d'organisations sociales réformistes acceptant de négocier avec les patrons, temporiser auprès des ouvriers, etc. Il n'existait pas à l'échelle du pays une opposition assez marquée pour capter la confiance des mécontents, mais en même temps désireuse de maintenir l'ordre social.

Ces institutions qui servent de soupape de sécurité dans un régime parlementaire coûtent un peu d'argent à la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie espagnole enrichie au cours des années précédentes estime pouvoir se payer la paix sociale de cette façon.

Le successeur de Franco veut donc procéder à quelques ouvertures. Mais il lui a fallu attendre un an pour convaincre plus ou moins les politiciens bornés de la bourgeoisie, pour leur faire comprendre que ce changement leur est salutaire et que de toute façon il ne met pas en cause la domination de leur classe.

Effectivement le pouvoir restera un défenseur des possédants. Les fonctionnaires qui appliqueront cette libéralisation, les bis, la police, l'armée, resteront les mêmes. Quand les privilégiés se sentiront menacés, ils auront toujours ces piliers à leur disposition pour écraser les travailleurs.

D'ailleurs pendant cette année où Juan Carlos a fait mijoter sa sauce, 22 militants ont été assassinés, les grèves et les manifestations sont brutalement réprimées par la police, les perquisitions se poursuivent. Un mandat d'arrêt a été lancé contre Santiago Carrillo, secrétaire Général du Parti Communiste Espagnol.

Pour ce régime, libéralisation ne veut pas dire remise en cause de son pouvoir d'Etat. Loïn de là.

Il ne laissera s'exprimer les travailleurs que dans la mesure où ils se contenteront de vouloir réformer le système dans le cadre même du pouvoir des capitalistes.

Mais les travailleurs doivent profiter de ces minces possibilités pour s'organiser dans leurs usines et leurs quartiers, se préparer au combat de demain qui ne sera pas seulement pour le droit de se réunir et de s'exprimer mais pour balayer tout régime des bourgeois, qu'il soit militaire ou libéral.

Et ils en ont la force !

\* \* \* \* \*  
\* \* \*  
\*

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratiques des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.